

ENCORE UNE FOIS SUR LA QUESTION DES SYNDICATS

Historiquement, l'ouvrage de référence reste les articles de Rosa Luxemburg regroupés dans : REFORME SOCIALE OU REVOLUTION ?

« Commençons par les syndicats : leur principale fonction consiste à permettre aux ouvriers de réaliser la loi capitaliste des salaires , c'est-à-dire la vente de la force de travail au prix conjoncturel du marché » . (page 32)

« L'activité des syndicats se réduit donc essentiellement à la lutte pour l'augmentation des salaires et pour la réduction du temps de travail ; elle cherche uniquement à avoir une influence régulatrice sur l'exploitation capitaliste en suivant les fluctuations du marché : toute intervention sur le processus de production lui reste par la nature même des choses interdites. » (page 34)

Rosa Luxemburg poursuit son analyse du rôle des syndicats : « Si l'on examine d'assez longues périodes de développement social, on est obligé de constater que dans l'ensemble nous allons au devant d'une époque non pas d'expansion triomphante, mais de difficultés croissantes pour le mouvement syndical . Les réformes se heurtent d'ailleurs aux limites des intérêts du capital ».... (page 35)

« LA LUTTE SYNDICALE DEVIENDRA DIFFICILE :

- 1) Parce que les conjonctures objectives du marché seront défavorables à la force de travail, la demande de force de travail augmentant plus lentement et l'offre plus rapidement.
- 2) Parce que le capital lui-même , pour se dédommager des pertes subies sur le marché mondial, s'efforcera de réduire la part du produit revenant aux ouvriers . La réduction des salaires n'est elle pas en somme, selon Marx, l'un des principaux moyen de freiner la baisse du taux de profit. A ce stade la lutte se réduit nécessairement de plus en plus à LA SIMPLE DEFENSE DES DROITS ACQUIS , ET MEME CELLE CI DEVIENDRA DE PLUS EN PLUS DIFFICILE . Telle est la tendance générale de l'évolution dont la contre partie doit être le développement de la lutte de classe politique et sociale » . (page 35)

Peut on être plus clair et plus précis dans l'analyse de ce qui n'est pas une « prophétie » , mais une déduction logique de l'évolution des syndicats. C'était il y a un siècle. L'analyse est confirmée par les faits.

Lorsque nous parlons des syndicats 100 ans après, parle-t-on toujours de la même chose. La réponse est OUI et NON

Oui sur le fond, les syndicats conservent leur rôle de régulateur de l'exploitation capitaliste , en suivant les fluctuations du marché.

Non, parce qu'en un siècle, la bourgeoisie à compris TOUS les intérêts qu'elle pouvait tirer de ces instruments de contrôle de la classe ouvrière, en les intégrant de plus en plus à une collaboration de classe, qui dépasse le simple stade de la négociation sur la vente de la force de travail des salariés.

Les illusions sur un passage progressif du capitalisme au socialisme sont mortes avec la première guerre mondiale ; le réformisme n'a plus de place comme perspective historique , et ses partisans d'aujourd'hui ne se cachent plus de n'avoir comme perspective que de gérer « au mieux » le système capitaliste, l'économie de marché, au travers de la défense molle d'un état capitaliste providentiel et régulateur. Dans ce contexte, tous les syndicats ne sont même plus réformiste, ni partisan d'un autre système économique que le capitalisme.

« Les tâches et la tactique des syndicats se déterminent par l'état et l'intensité de la lutte de classe sur le plan national et international . Le point de départ de cette lutte, c'est le fait que la société capitaliste contemporaine est entrée dans une période de dissolution et de décomposition des vieux rapports et liaisons capitalistes . Cette période est marquée par l'endettement toujours croissant des états capitalistes, par l'épanouissement temporaire de certaines branches de l'industrie, suivi brusquement de crises, par la guerre qui se perpétue, par le déséquilibre économique du monde capitaliste, par la crise aiguë sévissant dans tous les pays, par l'accroissement du chômage, par la ruine de l'agriculture, par le fait que de nouvelles guerres dans un but de rapine sont rendues inévitables, par la baisse des salaires, par l'aggravation des conditions de travail, en un mot par l'impossibilité absolue de rétablir l'équilibre politique, social et économique au moyen des méthodes habituelles d'exploitation capitaliste ». (Lozovsky juillet 1921 1^{er} congrès international des syndicats révolutionnaires)

Ce n'est pas une réponse à Rosa Luxemburg ; au moment où Lozovsky écrivait ses lignes pour la fondation de l'Internationale Syndicale Rouge, Rosa Luxemburg était morte, tuée par les sociaux démocrates « partisan du réformisme ».

Le rapport moral du Conseil International des Syndicats Ouvriers (CISO) est présenté par A. Rosmer . Le premier congrès international des syndicats révolutionnaires s'adresse aux ouvriers de tous les pays :

« La guerre mondiale criminelle déclenchée par les pays capitalistes de l'Europe et de l'Amérique, qui à ébranlé dans ses fondements les bases mêmes du vieux monde, est terminée. Ce n'est que maintenant qu'apparaissent dans toute leur monstruosité les conséquences de ce crime affreux commis à l'égard de l'humanité. Il est vrai que huit millions de tués sont déjà enterrés, et leurs cadavres n'inquiètent pas le repos de ceux qui ont causé leur mort ; mais il reste encore 12 millions de blessés et de mutilés, dont la chair trouée par les balles des mitrailleuses, les baïonnettes et les éclats d'obus témoigne du crime inouï accompli par le capitalisme mondial » ...

La réalité du quotidien des travailleurs n'est plus la même après le massacre de 1914 - 1918 , que ce qu'elle était à la fin du 19^{ième} siècle, le rapport de Lozovsky analyse cette évolution :

point N° 12 « Le mouvement syndical se forma et se développa surtout pendant la période paisible du développement organique de la société capitaliste, et porta des traits qui ont donné à la bourgeoisie la possibilité , surtout pendant la période de la guerre, de l'utiliser dans ses intérêts de classe. Ces traits caractéristiques sont : le corporatisme étroit, la lutte de beaucoup de syndicats contre la main d'œuvre féminine, l'esprit nationaliste et patriotique, l'attachement à son industrie nationale ; ils ont trouvé leur expression véritable pendant la guerre, lorsque les intérêts de classe se sont heurtés contre les intérêts nationaux. » (page 20)

Point 17 « La politique d'après la guerre des leaders syndicaux des différents pays à les mêmes traits essentiels que leur politique pendant la guerre. Elle consiste à perpétuer l'union sacrée pratiquée pendant la guerre, à subordonner les intérêts de la classe ouvrière aux intérêts de la restauration de l'économie capitaliste. »

Lozovsky continue son rapport en abordant la question de la CGT en France :

-

Point 18 ... « La CGT par l'organe des dirigeants,... sabote le mouvement gréviste révolutionnaire en plein accord avec le gouvernement et avec toute la bourgeoisie, elle combat

l'idée même de la révolution sociale, proclame les principes de la reconstruction du capitalisme sur la base de la collaboration de toutes les forces vitales de la société contemporaine, des ouvriers, des capitalistes, et de l'état . Cette tactique a eu comme résultat le renforcement du cynisme de la bourgeoisie et la démoralisation de la classe ouvrière et a provoqué sa méfiance à l'égard des mots d'ordre révolutionnaires. La CGT ayant partie liée avec la bourgeoisie dont elle dépend, se réclame aussi de l'indépendance et de l'autonomie syndicale vis à vis du communisme en se basant sur la Charte d'Amiens. »

-

Point 19... « L'opposition composée d'anarchistes, de syndicalistes révolutionnaires et de communistes proclame le mot d'ordre : REVENONS A LA CHARTE D'AMIENS . Ce mot d'ordre est insuffisant vu que toute la CGT se réclame de la Charte d'Amiens. »

-

Point 20 ... « La Charte d'Amiens qui a été une protestation des masses ouvrières contre l'opportunisme des partis socialistes ne peut plus servir de base à notre activité. Non pas seulement parce qu'elle est vieille de 15 années, mais surtout parce que même au temps où elle fut élaborée, elle ne résolvait pas toutes les questions qui se posaient devant la classe ouvrière »....

Sous le titre : « La neutralité, l'indépendance et le socialisme » , les points 29 , 30 , 31 , 32 et 33 abordent la position des révolutionnaires par rapport aux syndicats.

-

Point 31 ... « Aussi les syndicats révolutionnaires étaient-ils toujours hostiles à l'idée de neutralité des syndicats et d'indépendance du prolétariat révolutionnaire, sachant bien que le drapeau de neutralité et d'indépendance à l'égard du socialisme révolutionnaire se cachait l'idée purement bourgeoise et réformiste de l'isolement de la lutte économique du prolétariat, de sa lutte politique dans le but d'affaiblir et de démoraliser les masses ouvrières. »

-

Point 33 ... « Dans les conditions actuelles, toute lutte économique se transforme inévitablement en lutte politique. ... La théorie et la pratique de la division de la lutte de la classe ouvrière en deux parties indépendantes et isolées est extrêmement nuisible. » ...

Ce long rappel de passages du premier congrès international des syndicats révolutionnaires ne peut remplacer l'étude complète de ces textes et leur analyse en relation avec notre actualité. Elle nous montre le fossé entre le niveau de conscience et d'élaboration atteint en 1921 et notre situation actuelle. Entre les deux nous avons 84 ans de stalinisme et de confusions dont le courant trotskiste porte une lourde responsabilité.

Tout ce qui est formulé au sujet des bureaucraties réformistes de 1921 peut être repris presque intégralement à propos des bureaucraties staliniennes . Rien n'est venu du courant qui s'est défini comme le premier opposant au stalinisme. Les remarques de ce premier congrès des syndicats rouges, peuvent s'appliquer à certains mouvements trotskistes : (page 49 point 15) « Pourtant il serait erroné de tendre à l'organisation des syndicats comme à un but en soi. ... Nous devons nous prononcer de la façon la plus catégorique contre le fétichisme d'organisation, et le mot d'ordre : UNITE A TOUT PRIX ET SANS RESERVE . Conquérir les syndicats ne signifie pas s'emparer de la caisse et des biens du syndicat, mais s'emparer de l'esprit des syndiqués. Beaucoup de camarades oublient cette différence et confondent les syndicats avec l'immeuble, la caisse et le personnel dirigeant du syndicat. ... Les syndicats révolutionnaires sont contre la scission et pour l'unité, cependant ils ne craignent point la scission, c'est là un point qui doit être clair pour chacun de nous. »

Nous sommes loin des manœuvres d'appareils dans la CGTFO, ou des compromissions et des capitulations dans la CGT et la FSU .

Pourquoi aborder la question de la politique des trotskistes dans les syndicats ?

- 1) Parce que pendant des années ils ont été la principale force organisée s'opposant aux stalinisme . Quelque soit l'efficacité de cette démarche.
- 2) Parce qu'ils se présentaient , et se présentent toujours comme les continuateurs de la lutte des révolutionnaires de 1917 .
- 3) Parce qu'on ne peut avancer qu'en analysant le bilan des forces en présence, et en particulier , celles qui se réclament de la lutte des classes.

Ce qui prime avant tout c'est l'orientation, l'affirmation d'une analyse et de propositions sans ambiguïté contre la collaboration de classe. Ce n'est pas qu'une position de principe, c'est la ligne de démarcation entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la bourgeoisie. La lutte au quotidien dans le cadre des syndicats existants , sur cette question, est d'autant plus importante que le syndicat est un enjeu de cette lutte. Intégré par de nombreux liens aux rouages de l'état bourgeois, subventionné par de nombreux canaux, et associé dans de nombreuses commissions paritaires avec le patronat et l'état, le syndicat n'apparaît pas comme le lieu d'opposition résolu au capitalisme. L'appartenance de TOUTES les grandes centrales à la Confédération Européenne des Syndicats , ne fait que confirmer le positionnement général des syndicats en France.

La question se pose donc pour les révolutionnaires de savoir s'il faut se battre dans ces structures de collaboration de classe, ou s'il faut rejoindre les syndicats « minoritaires », mais indépendant de la bourgeoisie, pour développer leurs audiences et l'activité de résistance.

Dans leur activité depuis 60 ans , les mouvements trotskistes ont (à de rare exception près) toujours choisi de coller aux appareils staliniens et réformistes; entretenant de fait, la confusion et la désaffection des travailleurs pour les syndicats. Résultat de cette politique : NEANT . A aucun moment, les positions acquises au sein des appareils réformistes et staliniens, n'ont servi de point d'appui aux mouvements de lutte des travailleurs de façon significative et visible pour toute la classe ouvrière.

Le mouvement général de désyndicalisation, constaté dans le privé comme dans le public, atteste de cet échec. Les mouvements trotskistes ont suivi les appareils, réclamant leur part de

Privilèges et d'avantages matériels liés aux postes de bureaucrates syndicaux ; en oubliant que les travailleurs et les salariés se RECONNAISSAIENT de moins en moins dans ces syndicats. Ils n'ont même pas su , lorsque le mouvement de la classe ouvrière se développait et posait la question de la lutte d'ensemble (1995 , 2003), se servir des positions qu'ils occupaient (de peur de les perdre) pour tenter d'ouvrir une perspective nationale de débordement des appareils. Une question se pose : Peut-on investir les syndicats existants d'une perspective « politique » , faute d'un parti politique défendant les intérêts de la classe ouvrière ?

En mai et juin 2003 , les syndicats ont considérés qu'il y avait « AVENTURE » à proposer clairement la perspective d'une grève générale jusqu'au retrait de toutes les mesures du gouvernement Chirac Raffarin. Il ne s'agissait pas de « déclencher » en appuyant sur un « bouton » la grève générale ; les conditions de celle-ci étaient réunies. Ce n'était pas la grève générale qui posait problème, mais la suite. Cette grève générale ne pouvait être que « politique », et posait dès le premier jour la question d'un gouvernement « autre », un gouvernement issu de ce mouvement de masse. Les partis de la gauche bourgeoise (réformiste) n'étaient pas en mesure de CONTENIR l'appel d'air qu'aurait provoqué la mobilisation de millions de salariés et de jeunes. Ceux ci venaient de sanctionner le gouvernement de la gauche

plurielle et Jospin ; ce n'est donc pas de ce côté que pouvait venir la solution de rechange de la bourgeoisie.

Les directions syndicales ont donc laissé ce mouvement de « grève généralisante » s'épuiser et se dévoyer en évitant que se pose clairement la question politique du pouvoir. Certains « analystes » ont posés la question de savoir pourquoi le mouvement n'avait pas débordé (tout seul) les appareils syndicaux ? Ils précisaient même que le faible taux de syndicalisation aurait du jouer le rôle « libérateur » vers l'auto organisation des masses. C'est prendre ses désirs pour le reflet de la réalité, de penser que SANS perspectives clairement formulée, sans force organisée pour donner vie à cette perspective, le mouvement spontané des masses puisse en quelques semaines balayer victorieusement vingt ans de gauche plurielle et 80 années de stalinisme.

Les seuls qui auraient pu « ouvrir » une perspective indépendante de la bourgeoisie, au mouvement des masse ; les formations trotskistes, ont toutes capitulées une fois de plus. La LCR courant après tout ce qui bouge comme à son habitude, sans rien faire d'autre que coller aux appareils et proclamer que la rentrée de septembre allait être « chaude ». LO refusant toute perspective politique compréhensible par le mouvement ; les lambertistes du PT jouant de leur influence au sein de FO pour augmenter cette influence, leur horizon se limitant à construire leur boutique et à gagner des places dans l'appareil de FO . Ce mouvement rassemblait beaucoup de travailleurs ayant subi des fermetures d'entreprises et des délocalisations, réalisées sous les gouvernements de gauche comme de droite. Parce qu'il n'était pas lié à une lutte purement sectorielle, et qu'il rassemblait sur la question des retraites l'ensemble des salariés, il pouvait entraîner derrière lui les millions de travailleurs du privé. La forme de lutte mise en avant un peu partout par les éléments les plus combattifs : blocage des routes, de villes, de centre commerciaux etc... ,était un point d'appui important pour un arrêt total de l'activité économique, ce que redoutait la bourgeoisie.

Les petits appareils trotskistes sont restés bien sagement au sein des gros appareils réformistes et staliniens , où ils sont minoritaires et comptant de l'être ; n'ayant de ce fait pas la responsabilité de quoi que se soit, si ce n'est d'accompagner les défaites en en rejetant la responsabilité sur les « directions du mouvement ouvrier ». Dans cette collusion malsaine entre les appareils bureaucratiques et les militants trotskistes depuis que le trotskisme existe, il y a en résumé toute l'ambiguïté de deux frères ennemis ; mais avant tout FRERES.

Pour les trotskistes, le PCF et la CGT, voir pour certains le PS et FO, restent les grandes organisations de la classe ouvrière . Ils leur demandent de s'unir pour lutter, tout en expliquant que : « comme se sont des réformistes et des staliniens, ils ne le feront pas ».

Tout cela a soit disant pour but de faire la démonstration auprès des masses de ce que sont réellement ces organisations. Si cette méthode pédagogique avait du se révéler efficace, depuis 60 ans qu'elle est préconisée cela se saurait.

Pour habiller cette supplique stérile aux appareils bureaucratiques d'un voile politique, les trotskistes expliquent que c'est : « le front unique ouvrier ». Est ce une tactique ? Une stratégie ? Un truc ? En tout cas cela n'a rien a voir avec l'élaboration de cette orientation politique au lendemain de la révolution russe . Rien a voir avec : « marchons séparément, et

Frappons ensemble ».

La bataille pour détacher du réformisme les ouvriers qui pensaient encore dans les années 20 que les partis socialistes luttait toujours pour le socialisme reposait sur des bases précises :

- 1) En premier lieu ces partis réformistes se revendiquaient toujours de la lutte pour le socialisme , et pour l'abolition de la propriété privé des moyens de production .
- 2) Ce n'était pas sur l'objectif (le socialisme) mais sur les moyens de lutte pour y parvenir que se faisait la différence .

- 3) Le mouvement communiste naissant, issu de la guerre et de la révolution russe, représentait une force capable d'engager concrètement des luttes mettant en mouvement des milliers de travailleurs.
- 4) C'est à partir de ces luttes, de ces mobilisations que se posait de façon précise la question de l'unité des travailleurs dans l'action, et donc la question de l'unité des organisations à qui ils faisaient encore confiance.
- 5) En l'absence d'une force engageant la lutte avec détermination, disposant de troupes sur le terrain et exprimant clairement la perspective générale, toute bataille pour le « front unique » est une formule creuse. Il ne peut y avoir de « front uni » que s'il y a déjà un front de lutte. Et si celui-ci dans l'action pose la question à TOUS LES TRAVAILLEURS de l'unité nécessaire pour gagner
- 6) En résumé, le front unique ne peut se confondre avec l'unité contre révolutionnaire des appareils syndicaux et politiques. Il présuppose l'existence d'une force révolutionnaire en capacité de mener la lutte de façon responsable et efficace quelque soit la politique défendue par les bureaucratie syndicales liées à la bourgeoisie. C'est en aucun cas une démarche qui consiste à renvoyer vers les appareils contre révolutionnaires, les militants qui entre dans la bataille contre le capitalisme.

7) Cette tactique du front unique ne peut se poser que de façon pratique, dans des cas précis, où des militants appartenant à ces formations, engagés dans ce combat se posent la question : que font nos directions ?

Seule la prise de responsabilité des militants révolutionnaires peut être un facteur déterminant de la lutte. Dans de nombreux cas la question des « directions des organisations ouvrières » ne se pose même pas.

Prenons l'exemple d'une bataille gagnée dans les années 70. Le milieu professionnel : le transport routier. Milieu très faiblement syndiqué, marqué à la fois par l'individualisme et par des conditions de travail très dures. Le lieu géographique : la gare routière rue d'Aubervilliers dans le 18^{ième}.

Nous disposons au départ de 4 camarades trotskistes, recruté à partir de l'activité politique. Dans toutes les boites de la gare routière pas de syndicat. Dans une des entreprise où il y a 2 militants la bataille s'engage pour des revendications de salaire et de qualification. Nos camarades créent un syndicat CGT pour disposer d'un cadre de discussion avec le patron. Nous vendons notre presse et regroupons très vite de 10 à 12 travailleurs. En opposition avec la ligne de notre parti, sans le savoir, nous décidons de passer à l'action pour obtenir satisfaction des revendications. Nous bloquons avec des camions l'ensemble de la gare routière, en deux jours le patron cède devant la fermeté des salariés et la pression des autres patrons paralysés par la grève. La victoire est totale sur les revendications. La victoire est politique parce que nous recrutons 3 nouveaux camarades et que nous vendons de 15 à 18 journaux. Nous regroupons TOUS les jours au resto le midi de 10 à 12 travailleurs. Mais, car il y a un mais, la direction de notre organisation nous reproche de ne pas avoir pratiqué la bataille pour le front unique. Avec qui aurions nous du la pratiquer ? Le deuxième « mais » est plus instructif : cette bataille victorieuse sur le plan syndical est mise à l'actif de la CGT et de sa politique. Pour les travailleurs des autres entreprises ce qui est visible c'est un peu notre groupe trotskiste, mais surtout le fait que c'est un syndicat CGT. Bilan des courses : nos camarades se font exclure de la CGT qui récupère cette victoire sans que rien ne soit clair pour les travailleurs des autres entreprises. Dans un cas comme celui là, la nécessité de construire un autre syndicat que la CGT (ou FO, ou la CFDT) paraît évident après coup.

Cette question est déjà évoquée dans : « cahiers Léon Trotski » N° 56 sur RAOUL.

Page 72 : « Prenant l'exemple de grève Renault où l'action du militant de l'union communiste Pierre Bois a abouti à la création d'un groupement ouvrier indépendant, noyau de l'éphémère syndicat démocratique Renault il écrit (c'est de Raoul qu'il s'agit) : Il aurait été parfaitement réalisable et main tenable de faire l'opération Bois en construisant un foyer ouvrier autonome lourd de possibilités ultérieures. Au lieu de cela les trotskistes trimbalant une idéologie administrative (bureaucratique) ont nécessairement valorisé les grandes administrations des PS , PCF , FO, CGT , et ont toujours , même quand ils ont joué ou jouent la carte « débordement » mené la lutte dans la perspective d'administrations concurrentes, cherchant à capitaliser au compte de leur politique au sein des grandes bureaucraties. »

La non rupture avec le stalinisme, a conduit les trotskistes à un refus systématique de prendre leur responsabilités. Ce que Raoul écrit au sujet de la grève Renault est reproductible. Ce n'est pas une erreur, c'est une orientation de CAPITULATION devant les appareils.

Pour conclure, provisoirement , cette approche de la question syndicale et du rôle des révolutionnaires, il est important de ne pas oublier que l'essentiel reste la bataille contre le capitalisme et la bourgeoisie. Tout ce qui inféode la lutte des salariés à l'ennemi de classe est à combattre . Compte tenu de la désyndicalisation et de la faiblesse des effectifs (privé et public) l'essentiel c'est l'orientation et la visibilité de propositions et d'actions .

La recomposition entrain de s'effectuer, même si elle repasse par les vieilles structures, ne peut se faire dans la clarté que si elle crée de nouveaux cadres, de nouvelles organisations crédibles . Les vieilles confédérations sont discréditées et ne tiennent que parce qu'en face d'elles il y a peu de chose. Faisons en sorte que naissent de nouveaux syndicats, indépendants de la bourgeoisie, et la question des vieilles structures se posera dans d'autres termes . La classe ouvrière n'est pas la chasse gardée des appareils syndicaux réformistes et stalinien .

Les vieux appareils bureaucratiques ne sont ni réformables, ni utilisables par les travailleurs en lutte pour la défense de leurs acquis . Toute bataille au sein de ces organisations ne peut qu'aboutir à leur éclatement . Il n'y a pas de place à prendre dans ces machines de collaboration de classe . La perspective pour les camarades qui militent encore au sein de ces syndicats membre de la Confédération Européenne, ne peut être que le départ groupé dans la clarté, ou la capitulation rampante devant les bureaucrates et les patrons.

La question n'est pas épuisée, il faudrait aborder le rôle et la place que peuvent tenir des syndicats comme : SUD Solidaire , la CNT , et de petits regroupements indépendants ...

Pour avancer, nous avons autant besoin de bilans et de perspectives, que d'actes .

J'espère que ce texte peut y contribuer .

Michel Martin